RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2015 B 08036
Numéro SIREN : 810 875 039
Nom ou dénomination : NextStage

Ce dépôt a été enregistré le 26/01/2023 sous le numéro de dépôt 10530

NEXTSTAGE

Société en commandite par actions
Au capital de 8.259.480 euros
Siège social : 19 avenue George V – 75008 Paris
810 875 039 RCS Paris

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE EN DATE DU 7 DECEMBRE 2022

L'an deux mille vingt-deux, le 7 décembre à seize heures,

la société NextStage EverGreen, société en commandite par actions à capital variable, au capital minimum de 37.002,00 euros et au capital maximum de 60.000.000,00 euros, dont le siège social est situé 19, avenue George V, 75008 Paris et identifiée sous le numéro 914 547 708 RCS Paris (ci-après dénommée "**NextStage EverGreen**"),

agissant en qualité d'actionnaire commanditaire unique de la société NextStage, société en commandite par actions au capital de 8.259.480 euros, dont le siège social est situé 19, avenue George V, 75008 Paris et identifiée sous le numéro 810 875 039 RCS Paris (ci-après dénommée la "**Société**"), étant précisé que NextStage EverGreen détient à la date des présentes 100% des actions ordinaires de la Société (déduction faite des actions ordinaires auto-détenues par cette dernière),

s'est réunie en assemblée (l' "**Assemblée**") sur convocation de la société NextStage AM, société par actions simplifiée dont le siège social est situé 19, avenue George V, 75008 Paris, France et identifiée sous le numéro 442 666 830 RCS Paris, laquelle est gérant de la Société (le "**Gérant**").

L'Assemblée est présidée par M. Jean-David Haas, agissant en qualité de représentant du Gérant de la Société (le "**Président**").

Compte tenu de l'existence d'un seul associé commanditaire, NextStage Partners, représentée par M. Grégoire Sentilhes, associé commandité de la Société acceptant cette fonction, est désignée en qualité de scrutateur.

M. Jérôme Bévierre, acceptant cette fonction, est désigné en qualité de secrétaire.

La société KPMG SA et la société RSM Paris, commissaires aux comptes de la Société régulièrement convoquées, sont absentes et excusées.

Le Président rappelle à l'Assemblée que :

(A) Le 27 juillet 2022, NextStage EverGreen a déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers (l'"**AMF**") un projet d'offre publique alternative d'achat et d'échange initiée sur l'intégralité des actions ordinaires de la Société (l'"**Offre**"). L'Offre a été déclarée conforme par l'AMF le 13 septembre 2022.

(B) L'Offre a été clôturée le 19 octobre 2022 et son règlement-livraison est intervenu le 2 novembre 2022. A l'issue du règlement-livraison de l'Offre, NextStage EverGreen détenait plus de 90% du capital et des droits de vote de la Société et a donc mis en œuvre le 4 novembre 2022 une procédure de retrait obligatoire suivie du retrait de la cote de cette dernière ; de sorte qu'au résultat de ces opérations (i) NextStage EverGreen détient 100% des actions ordinaires de la Société (déduction faite des actions ordinaires auto-détenues par cette dernière) et (ii) les actions ordinaires de la Société ne sont depuis plus admises aux négociations sur Euronext Paris.

(C) Dans ce contexte, compte tenu du fait que NextStage SCA n'est plus cotée, il est envisagé de modifier les caractéristiques des actions de préférence de catégorie C de la Société conformément au projet de statuts modifiés de la Société figurant en Annexe 1 aux présentes (la "**Modification des ADP**"). La Modification des ADP aurait ainsi pour objet de :

- ajuster les critères de performance des actions de préférence de catégorie C de la Société permettant la conversion de celles-ci en actions ordinaires de la Société, qui sont à ce jour assis sur le cours de bourse de celle-ci ; et

- compte tenu de la Fusion devant être réalisée, aligner les caractéristiques des actions de préférence de catégorie C de la Société sur celles des actions de préférence de NextStage EverGreen devant être émises au profit des titulaires d'actions de préférence de catégorie C de la Société dans le cadre de la Fusion et faire ainsi en sorte que les actions de préférence de catégorie C de la Société et celles de NextStage EverGreen une fois émises présentent des caractéristiques et droits particuliers équivalents.

(D) Il est par ailleurs envisagé que NextStage EverGreen absorbe, par voie de fusion-absorption, la Société (la "**Fusion**") et que les actions de préférence de catégorie C de la Société soient à cette occasion échangées contre des actions de préférence devant être émises par NextStage EverGreen, étant précisé que la Fusion a été annoncée et décrite dans la documentation relative à l'Offre.

(E) Conformément à l'article L. 225-99 du Code de commerce et à l'article 9.4.6 (C) des statuts de la Société, la modification des droits attachés aux actions de préférence de catégorie C ne peut être effectuée qu'après approbation de l'assemblée spéciale des titulaires d'actions de préférence de catégorie C de la Société, laquelle est intervenue le 7 décembre 2022.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

1. Les statuts à jour de la Société ;

2. Le rapport du gérant de la Société, la société NextStage AM, société par actions simplifiée dont le siège social est situé 19, avenue George V, 75008 Paris, France et identifiée sous le numéro 442 666 830 RCS Paris (le "**Gérant**") ;

3. Le rapport du commissaire aux apports désigné par décision de NextStage EverGreen en date du 16 novembre 2022, établi et déposé le 22 novembre 2022 au siège social de la Société (le "**Rapport du Commissaire aux Apports**") ;

4. Le rapport spécial des commissaires aux comptes sur la Modification des ADP (le "**Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes**") ;

5. Le procès-verbal de l'assemblée spéciale des titulaires d'actions de préférence de catégorie C de la Société ayant approuvé la Modification des ADP et la modification corrélative des statuts de la Société (le "**Procès-Verbal de l'Assemblée Spéciale**") ;

6. Le projet de statuts modifiés de la Société ; et

7. La copie de l'accord de l'associé commandité sur les décisions soumises à l'ordre du jour.

Le Président rappelle à cet égard que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Approbation de la Modification des ADP ; et

2. Pouvoirs en vue des formalités légales.

Le Président procède à une présentation de son rapport ainsi que du Rapport du Commissaire aux Apports et du Rapport Spécial des Commissaires aux comptes.

Le Président rappelle également que (i) le conseil d'administration de NextStage Partners en date du 30 novembre 2022, agissant en sa qualité d'associé commandité de la Société, a approuvé la Modification des ADP et la Fusion, et (ii) les titulaires d'actions de préférence de catégorie C de la Société ont été régulièrement convoqués à l'assemblée spéciale des titulaires d'actions de préférence du 7 décembre 2022, à l'occasion de laquelle ils ont approuvé la Modification des ADP.

Le Président présente les résolutions proposées et déclare se tenir à la disposition de l'Assemblée pour fournir à ceux des membres qui le désirent, toutes explications et précisions nécessaires ainsi que pour répondre à toutes observations qu'ils pourraient juger utiles de présenter.

Puis, personne ne demandant plus la parole, et après avoir rappelé que le quorum était atteint, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes figurant à l'ordre du jour.

PREMIÈRE RÉSOLUTION

Approbation de la Modification des ADP

L'Assemblée, connaissance prise du rapport du Gérant, du Rapport du Commissaire aux Apports, du Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes et du Procès-Verbal de l'Assemblée Spéciale, conformément aux dispositions de l'article L. 225-99 du Code de commerce et à l'article 9.4.6 (C) des statuts de la Société, décide de :

- **approuver** la Modification des ADP conformément au projet de statuts modifiés de la Société figurant en Annexe 1 aux présentes, sous condition suspensive (la "**Condition Suspensive**") de (i) l'approbation de la Fusion par l'assemblée générale extraordinaire de la Société, ou (ii) à défaut d'approbation par celle-ci de la Fusion, de non-réalisation de la Fusion au plus tard le 31 décembre 2022 (inclus), étant précisé que la Modification des ADP n'entrerait en vigueur qu'à compter de la date de réalisation de la Condition Suspensive (la "**Date de Réalisation**") ;

- **constater** que la Modification des ADP aura pour effet, à compter de la Date de Réalisation, de rendre les caractéristiques des actions de préférence de catégorie C de la Société en substance identiques à celles de NextStage EverGreen, lesquelles comporteront ainsi des droits particuliers équivalents aux actions de préférence de catégorie C de la Société ;

- en conséquence, **approuver** la refonte des statuts de la Société afin de refléter la Modification des ADP dans ceux-ci à compter de la Date de Réalisation et de supprimer les dispositions relatives aux franchissements de seuil, conformément au projet de statuts ainsi modifiés figurant en Annexe 1 ; et

- **donner** tous pouvoirs au Gérant aux fins de constater (i) la satisfaction de la Condition Suspensive, (ii) en conséquence, l'entrée en vigueur de la Modification des ADP et (iii) la modification corrélative des statuts.

Cette résolution, soumise au vote, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RÉSOLUTION

Pouvoirs en vue des formalités légales

En tant que de besoin, l'Assemblée donne tous pouvoirs au Gérant, ou au porteur d'un original, d'une copie certifiée conforme ou d'un extrait des présentes résolutions à l'effet d'effectuer toutes formalités de dépôts, de publicité et autres qu'il conviendrait de réaliser en application de la législation ou de la réglementation applicable.

Cette résolution, soumise au vote, est adoptée à l'unanimité.

Rien n'étant plus à l'ordre du jour, la séance est levée à dix-sept heures.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par les membres du bureau.

DocuSigned by:
18800AFAA1B8472...

Le Président
NextStage AM
Représentée par M. Jean-David Haas

DocuSigned by:
69DCA922E467497...

Le Scrutateur
NextStage Partners
Représentée par M. Grégoire Sentilhes

DocuSigned by:
Jérôme Bévierre
E444B6D9B75E4D3...

Le Secrétaire
M. Jérôme Bévierre

Annexe 1

Statuts modifiés de la Société

N E X T S T A G E

Société en commandite par actions au capital de 8.259.480 euros
Siège social : 19 avenue George V – 75008 Paris
810 875 039 R.C.S. Paris

S T A T U T S

Mis à jour le 7 décembre 2022

Copie certifiée conforme par le Gérant

SOMMAIRE

TITRE I FORME DE LA SOCIETE – OBJET – DENOMINATION – SIEGE – DUREE 8
Article 1. Forme 8
Article 2. Dénomination sociale 8
Article 3. Objet 8
Article 4. Siège social 9
Article 5. Durée de la Société 9

TITRE II CAPITAL SOCIAL – ACTIONS 10
Article 6. Capital social 10
Article 7. Modification du capital social 10
Article 8. Forme des Actions 11
Article 9. Droits et obligations attachés aux Actions 11
Article 10. Transmission des Actions 18

TITRE III GERANCE 21
Article 11. Gérants 21
Article 12. Pouvoirs de la gérance 22
Article 13. Rémunération de la gérance 22

TITRE IV CONSEIL DE SURVEILLANCE 23
Article 14. Composition du conseil de surveillance 23
Article 15. Réunions du conseil de surveillance 24
Article 16. Pouvoirs du conseil de surveillance 25
Article 17. Rémunération des membres du conseil de surveillance 25

TITRE V ASSOCIES COMMANDITES 26
Article 18. Commandités 26
Article 19. Cessation des fonctions de l'associé commandité 26
Article 20. Pouvoirs des commandités 27

TITRE VI ASSEMBLEES GENERALES DES ACTIONNAIRES 28
Article 21. Composition de l'assemblée générale 28
Article 22. Réunion de l'assemblée générale 28
Article 23. Assemblée générale ordinaire 30
Article 24. Assemblée générale extraordinaire 30

TITRE VII COMPTES – AFFECTATION DU RESULTAT 31
Article 25. Exercice social et comptes annuels 31
Article 26. Commissaires aux comptes 31
Article 27. Affectation du résultat et répartition des bénéfices et réserves 31

TITRE VIII DISSOLUTION – CONTESTATIONS 33
Article 28. Dissolution de la Société 33
Article 29. Contestations 33

TITRE I

FORME DE LA SOCIETE – OBJET – DENOMINATION – SIEGE – DUREE

ARTICLE 1. FORME

La Société est constituée sous la forme de société en commandite par actions entre :

- l'associé commandité désigné par les présents statuts ou ceux qui pourraient l'être ultérieurement (les « **commandités** » ou les « **associés commandités** »), qui sont tenus indéfiniment et solidairement des dettes sociales ; et

- les associés commanditaires (les « **actionnaires** »), propriétaires des actions ci-après désignées et de celles qui pourraient être créées par la suite, qui ne répondent des dettes sociales qu'à concurrence de leurs apports.

La Société est régie par les présents statuts ainsi que par les lois, décrets et règlements applicables aux sociétés en commandite par actions.

ARTICLE 2. DENOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale de la Société est « NextStage ».

Dans tous les actes, factures, annonces, publications, lettres ou autres documents de la Société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots « Société en commandite par actions » et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 3. OBJET

La Société a pour objet en France et à l'étranger :

- la souscription, l'acquisition, la gestion et la cession par tous moyens de valeurs mobilières françaises ou étrangères, négociées ou non sur un marché réglementé ou organisé (SMNO), européen ou non, de tous autres droits sociaux et instruments financiers, de parts d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières, de titres donnant accès au capital, d'avances en compte courant et de liquidités ;

- l'acquisition, la gestion et la cession de tous biens meubles et immeubles nécessaires à son fonctionnement ;

et, plus généralement, toutes opérations entrant dans le champ d'application de l'article 1.1.1° de la loi n° 85-695 du 11 juillet 1985.

ARTICLE 4. SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé 19 avenue George V – 75008 Paris.

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe, par simple décision de la Gérance qui, dans ce cas, est habilitée à modifier les présents statuts et en tout autre lieu, en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire.

ARTICLE 5. DUREE DE LA SOCIETE

La durée de la Société est fixée à 99 années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation de cette durée.

TITRE II

CAPITAL SOCIAL – ACTIONS

ARTICLE 6. CAPITAL SOCIAL

(A) Le capital social est fixé à la somme de 8.259.480 euros.

(B) Il est divisé en 2.753.160 actions d'une valeur nominale de 3 euros chacune, toutes valablement souscrites et intégralement libérées, réparties ainsi qu'il suit :

(i) 2.073.622 actions ordinaires ; et

(ii) 679.538 actions de préférence de catégorie C.

(C) Dans les C statuts, les actions ordinaires et les actions de préférence de catégorie C sont dénommées collectivement les « **Actions** ».

(D) Les avantages particuliers attachés aux actions de préférence de catégorie C ont fait l'objet d'un rapport d'un commissaire aux avantages particuliers.

ARTICLE 7. MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

(A) Le capital peut être augmenté et réduit dans les conditions prévues par la loi par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

La gérance a tous pouvoirs pour constater la modification des statuts résultant d'une augmentation ou d'une réduction de capital et procéder aux formalités consécutives.

(B) En cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves et attribution d'Actions gratuites aux actionnaires, chaque catégorie d'Actions donne droit à l'attribution d'Actions de la même catégorie.

(C) La libération des Actions intervient dans les conditions fixées par la loi.

Dans le cadre des décisions de l'assemblée générale, le gérant procède aux appels de fonds nécessaires à la libération des Actions.

Tout versement en retard sur le montant des Actions porte intérêt de plein droit en faveur de la Société au taux d'intérêt légal majoré de 3 points, sans qu'il soit besoin d'une demande en justice ou d'une mise en demeure.

ARTICLE 8. FORME DES ACTIONS

(A) Les actions ordinaires émises par la Société sont nominatives jusqu'à leur entière libération. Les actions ordinaires entièrement libérées sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Les actions de préférence de catégorie C sont obligatoirement nominatives.

(B) Les Actions donnent lieu à une inscription au nom de leur propriétaire, dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

La Société peut, à tout moment, conformément aux dispositions légales et réglementaires, demander communication au dépositaire central ou à tout organisme chargé de la compensation des titres ou intermédiaire habilité des renseignements lui permettant d'identifier les détenteurs de titres conférant, immédiatement ou à terme, le droit de vote aux assemblées, ainsi que la quantité de titres détenus par chacun d'eux et, le cas échéant, les restrictions dont les titres peuvent être frappés.

ARTICLE 9. DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

9.1 Droits et obligations attachés à toutes les Actions

(A) Les Actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis d'Actions sont tenus de se faire représenter auprès de la Société et aux assemblées générales par un seul d'entre eux ou par un mandataire unique ; en cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné en justice à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

(B) La propriété d'une Action emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions des associés.

(C) Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs Actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'Actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du regroupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente du nombre d'Actions nécessaires.

9.2 Droits de vote

(A) Sous réserve des stipulations de l'Article 9.2(B) ci-dessous, chaque action ordinaire donne droit à une voix au sein des assemblées générales d'actionnaires.

(B) Les actions ordinaires entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au nom du même actionnaire donnent droit à un droit de vote double selon les modalités prévues à l'article L. 225-123 du Code de commerce.

(C) Le droit de vote est exercé par le nu propriétaire pour toutes les décisions prises par toutes assemblées générales (ordinaires, extraordinaires ou spéciales), sauf pour les des décisions concernant l'affectation des résultats pour lesquelles le droit de vote est exercé par l'usufruitier.

(D) Les actions de préférence de catégorie C ne disposent pas du droit de vote aux assemblées générales d'actionnaires.

9.3 Droits financiers

(A) Les actions de préférence de catégorie C ne donnent pas droit au boni de liquidation.

(B) Les actions de préférence de catégorie C sont privées de tout droit aux dividendes au titre des cinq premières années suivant celle de leur émission. Elles disposent ensuite d'un droit limité de participation aux dividendes (de 1% du montant total des dividendes distribués pour l'ensemble des actions de préférence de catégorie C).

(C) Les actions de préférence de catégorie C donnent droit, selon les modalités stipulées à l'article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**, à un dividende préciputaire exceptionnel.

(D) Conformément à l'article L. 228-11 du Code de commerce, les actions de préférence de catégorie C sont privées de droit préférentiel de souscription pour toute augmentation de capital en numéraire par émission d'actions ordinaires ou de droits ou valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires. En revanche, les actions de préférence de catégorie C disposent d'un droit préférentiel de souscription pour toute augmentation de capital en numéraire par émission d'actions de préférence de même catégorie ou de droits ou valeurs mobilières donnant accès à des actions de préférence de même catégorie.

9.4 Droits et obligations attachés aux actions de préférence de catégorie C

9.4.1 Généralités

(A) Les actions de préférence de catégorie C sont des actions de préférence régies par les dispositions des articles L. 228-11 et suivants du Code de commerce ainsi que par les présents statuts.

(B) Les actions de préférence de catégorie C ont les caractéristiques et confèrent à leurs titulaires les droits particuliers prévus au présent Article 9.4.

(C) Concomitamment à toute émission d'actions ordinaires à libérer en numéraire décidée par l'assemblée générale des actionnaires ou par le gérant, agissant sur délégation de l'assemblée générale des actionnaires, il est procédé à l'émission d'actions de préférence de catégorie C. Le nombre d'actions de préférence de catégorie C ainsi émises représente au maximum 25 % du nombre total d'actions ordinaires et d'actions de préférence de catégorie C émises lors de chaque augmentation de capital.

(D) Toute résolution de l'assemblée générale autorisant ou décidant une augmentation de capital par émission d'actions ordinaires doit, à peine de nullité, prévoir dans les mêmes conditions une émission d'actions de préférence de catégorie C d'un montant, prime d'émission incluse, égal à 1% du montant total, prime d'émission incluse, des souscriptions reçues à l'occasion de l'émission des actions ordinaires et des actions de préférence de catégorie C.

Le gérant, décidant une augmentation de capital par émission d'actions ordinaires, sur délégation de l'assemblée générale, est également tenu de décider une émission d'actions de préférence de catégorie C selon les modalités précitées.

9.4.2 Conversion des actions de préférence de catégorie C

(A) Les actions de préférence de catégorie C seront susceptibles d'être converties en actions ordinaires au cours d'un exercice n+1 au titre d'un exercice n, et ce une seule fois au cours de cet exercice n+1, selon les modalités stipulées au présent Article 9.4.2.

(B) Les actions de préférence de catégorie C confèrent à leurs titulaires le droit à une part de la valeur créée, selon les conditions décrites ci-dessous, sous la forme d'une conversion des actions de préférence de catégorie C en actions ordinaires de la Société.

(C) Le nombre d'actions de préférence de catégorie C à convertir est constaté annuellement par le gérant sur la base de la situation à la date de clôture comptable.

(D) A chaque date de clôture comptable d'une année n, la valeur créée de l'année n (VC_n) est déterminée comme suit :

$$VC_n = ANR_n + Div_n - AKA_n + Rach_n - ANR_{n-1}$$

<u>3 cas sont à distinguer</u> :

(i) <u>1er cas</u> : $VC_n < ANRn\text{-}1 \times 8\%$

La valeur créée de l'année n est intégralement attribuée aux actions ordinaires :

$$\begin{cases} NbConv_n = 0 \\ ANR/AO_n = (ANR_n - NbAP_n * ANR/AP_n) / NbAO_n \end{cases}$$

(ii) <u>2ème cas</u> : $ANR_{n-1} \times 8\% < VC_n < ANR_{n-1} \times 10\%$

La valeur créée de l'année n au-delà de 8% de l'ANR_{n-1} qui reste inférieure à 10% de l'ANR_{n-1} est intégralement attribuée aux Actions de Préférence.

Le nombre d'actions de préférence de catégorie C converties et l'ANR/AO sont calculés ainsi qu'il suit pour répondre à la double contrainte :

$$\begin{cases} NbConv_n = (VC_n - 8\% \times ANR_{n-1}) / (ANR/AO_n) \\ ANR/AO_n = (ANR_n - (NbAP_n - NbConv_n) * ANR/AP_n) / (NbAO_n + NbConv_n) \end{cases}$$

(iii) 3ème cas (la valeur crée de l'année n est supérieure à 10% de l'ANR_{n-1}) : $ANR_{n-1} \times 10\% < VC_n$

20% de la valeur créée de l'année n est attribuée aux Actions de Préférence et 80% de la valeur créée de l'année n est attribuée aux actions ordinaires.

Le nombre d'actions de préférence de catégorie C converties et l'ANR/AO sont calculés ainsi qu'il suit pour répondre à la double contrainte :

$$\begin{cases} NbConv_n = (20\% * VC_n) / (ANR/AO_n) \\ ANR/AO_n = (ANR_n - (NbAP_n - NbConv_n) * ANR/AP_n) / (NbAO_n + NbConv_n) \end{cases}$$

(E) Pour les besoins du présent Article 9.4.2, les termes comportant une majuscule ou acronymes utilisés ont la signification suivante :

« **VC_n** » signifie la valeur créée de l'année n et est déterminée sur la base de la formule suivante : $ANR_n + Div_n - AKA_n + Rach_n - ANR_{n-1}$

Pour le calcul qui devra être réalisé en 2023 au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2022 :

- la VC_{2022} sera calculée sur la base de l'ANR_{2022} de la Société ;
- l'ANR_{2021} correspondra à l'ANR Initial (tel que défini ci-dessous) ; et
- le montant des augmentations de capital (AKA_{2022}) et, le cas échéant, rachats ($Rach_{2022}$) ou dividendes (Div_{2022}) comprendra l'intégralité des opérations de cette nature réalisées par la Société et par NextStage EverGreen en 2022.

« **AKA_n** » signifie le montant de toutes les augmentations de capital de la Société réalisées au cours de l'exercice n.

« **ANR_n** » signifie l'ANR Global à la date de clôture de l'exercice n (lequel, s'agissant de l'ANR_{2022}, sera retraité des frais supportés par NextStage EverGreen et afférents aux opérations d'offre publique initiée par cette dernière sur les actions ordinaires de la Société et de fusion-absorption de la Société par NextStage EverGreen).

« **ANR Global** » désigne l'actif net réévalué à une date donnée pour l'ensemble de la Société.

« **ANR_{n-1}** » signifie le maximum entre l'ANR Global à la date de clôture de l'exercice précédent (année n-1) et la HWM. Par exception, au 31 décembre 2022, le nombre d'actions de préférence de catégorie C à convertir sera calculé à partir de l'ANR Initial.

« **ANR Initial** » concerne la Société et est égal à EUR 209.575.785,04 (deux cent neuf millions cinq cent soixante-quinze mille sept cent quatre-vingt-cinq euros et quatre centimes), correspondant au nombre d'actions ordinaires de la Société émises au 31 décembre 2021 multiplié par 100,00 euros, augmenté du prix de souscription total de l'ensemble des actions de préférence de catégorie C de la Société émises au 31 décembre 2021.

« **ANR_n/AO_n** » signifie l'ANR par action ordinaire à la date de clôture de l'exercice n (après prise en compte d'une conversion éventuelle d'une partie des actions de préférence de catégorie C en actions ordinaires au titre de l'exercice n).

« **ANR_n/AP_n** » signifie l'ANR par action de préférence de catégorie C à la date de clôture de l'exercice n, correspondant au prix de souscription total de l'ensemble des actions de préférence de catégorie C non encore converties à la date de clôture de l'exercice n divisé par le nombre d'actions de préférence de catégorie C émises à cette date (après prise en compte d'une conversion éventuelle d'une partie des actions de préférence de catégorie C en actions ordinaires au titre de l'exercice n).

« **Div_n** » correspond au montant de l'ensemble des dividendes versés au cours de l'exercice n.

« **HWM_n** » $HWM_n = NbAO_{n-1} * VHWM_n$

« **$NbAO_n$** » signifie le nombre d'actions ordinaires émises par la Société à la date de clôture de l'exercice n (avant constatation de la conversion, le cas échéant, au cours de l'exercice n+1 d'actions de préférence de catégorie C au titre de l'exercice n).

« **$NbAP_n$** » signifie le nombre d'actions de préférence de catégorie C émises par la Société à la date de clôture de l'exercice n (avant constatation de la conversion, le cas échéant, au cours de l'exercice n+1 d'actions de préférence de catégorie C au titre de l'exercice n).

« **$NbConv_n$** » signifie le nombre d'actions de préférence de catégorie C à convertir au cours de l'exercice n+1 au titre de l'exercice n.

« **$Rach_n$** » correspond au montant versé par la Société aux Actionnaires au cours de l'exercice n au titre de l'ensemble des rachats d'actions par la Société réalisés au cours de l'exercice n.

« **$VHWM_n$** »

- Si la dernière conversion est basée sur la situation de clôture d'un des quatre (4) précédents exercices (n-1, n-2, n-3 ou n-4) : $VHWM_n$ = VHWM de référence.
- Si la dernière conversion est basée sur la situation de clôture de l'exercice n-5 : $VHWM_n$ = 0,9 * VHWM de référence.
- Si la dernière conversion est basée sur la situation de clôture de l'exercice n-6 ou d'un exercice antérieur : $VHWM_n$ = 0,8 * VHWM de référence.

« **VHWM de référence** » signifie la dernière valorisation ANR_n/AO utilisée comme référence pour convertir des actions de préférence de catégorie C ou, à défaut d'une conversion préalable d'actions de préférence de catégorie C, 100,00 euros.

9.4.3 Modalités de conversion des actions de préférence de catégorie C

(A) La parité de conversion est d'une action de préférence de catégorie C pour une action ordinaire nouvelle.

(B) Le nombre d'actions de préférence de catégorie C convertibles en actions ordinaires au titre d'un exercice n ($NbConv_n$) est déterminé conformément aux dispositions de l'Article 9.4.2.

(C) Le nombre d'actions de préférence de catégorie C convertibles en actions ordinaires au cours d'un exercice n+1 par chacun des porteurs d'actions de préférence de catégorie C au titre d'un exercice n est déterminé en multipliant le nombre d'actions de préférence de catégorie C détenues de façon ininterrompue depuis la date de clôture de l'exercice n-1 par le Taux de Conversion.

Le « **Taux de Conversion** » est égal au résultat de la division du nombre d'actions de préférence de catégorie C convertibles au titre d'un exercice n ($NbConv_n$) par le nombre total d'actions de préférence de catégorie C émises par la Société.

Au regard de ce Taux de Conversion, les porteurs d'actions de préférence de catégorie C pourront convertir un certain nombre de leurs d'actions de préférence de catégorie C en actions ordinaires.

(D) À l'effet de permettre aux porteurs d'actions de préférence de catégorie C de les convertir en actions ordinaires, la gérance notifiera par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quatre (4) mois suivant la clôture de chaque exercice, à chacun des porteurs d'actions de préférence de catégorie C les informations suivantes :

(i) le nombre total d'actions ordinaires résultant de la conversion d'actions de préférence de catégorie C ;

(ii) le Taux de Conversion.

Chacun des porteurs d'actions de préférence de catégorie C pourra convertir en actions ordinaires au cours d'un exercice n+1 au titre de l'exercice n, conformément aux dispositions des Articles 9.4.2 et 9.4.3(C), suivant le Taux de Conversion et à raison d'une seule fois par exercice n+1, une partie de ses actions de préférence de catégorie C conformément aux dispositions de l'Article 9.4.2(A), sous réserve d'en informer la Société par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard trente (30) jours après la date de réception de la notification de la gérance visée ci-dessus.

À compter de la conversion des actions de préférence de catégorie C en actions ordinaires, les actions ordinaires émises sur exercice de ce droit à conversion disposeront des mêmes droits que l'ensemble des actions ordinaires de la Société.

(E) Tous pouvoirs sont donnés au gérant afin de constater la conversion des actions de préférence de catégorie C en actions ordinaires et la nouvelle répartition du capital de la Société en résultant ainsi que de procéder aux modifications statutaires et aux formalités de publicité nécessaires.

9.4.4 Assemblées spéciales des porteurs d'actions de préférence de catégorie C

(A) Les assemblées spéciales réunissent les porteurs d'actions d'une même catégorie. L'assemblée spéciale des porteurs d'actions de préférence de catégorie C réunit les porteurs d'actions de préférence de catégorie C.

(B) Sous réserve des stipulations du présent Article 9.4.4, l'assemblée spéciale des porteurs d'actions de préférence de catégorie C est convoquée, délibère et statue selon les mêmes modalités que celles prévues par les présents statuts pour les assemblées générales extraordinaires des actionnaires.

L'assemblée spéciale des porteurs d'actions de préférence de catégorie C ne délibère valablement que si les porteurs d'actions de préférence de catégorie C présents, représentés ou votant par correspondance possèdent au moins sur première convocation un tiers et sur seconde convocation un cinquième des actions de préférence de catégorie C ayant le droit de vote en assemblée spéciale. Elle délibère conformément aux dispositions de l'article L. 225-99 du Code de commerce.

(C) Les droits attachés aux actions de préférence de catégorie C, tels qu'ils résultent des présents statuts, ne pourront être modifiés qu'après approbation de l'assemblée spéciale des titulaires d'actions de préférence de catégorie C.

Conformément aux dispositions de l'article L. 228-17 du Code de commerce, sera soumis à l'approbation de toute assemblée spéciale concernée, tout projet de fusion ou scission de la Société dans le cadre duquel les actions de préférence de catégorie C ne pourraient pas être échangées contre des actions comportant des droits particuliers équivalents.

(D) Les opérations de division ou de regroupement d'actions, d'amortissement ou de modification du capital social, notamment les augmentations de capital, que ces dernières soient avec ou sans droit préférentiel de souscription, ou les réductions de capital, y compris non motivées par les pertes, ne sont pas soumises à l'approbation de l'assemblée spéciale des titulaires d'actions de préférence de catégorie C.

ARTICLE 10. TRANSMISSION DES ACTIONS

10.1 Principe

(A) Dans le cadre du présent Article 10, les termes « **Transmission** » et « **Transfert** » désignent toute opération ayant pour objet ou pour effet de transférer directement ou indirectement, à titre onéreux ou gratuit, volontaire ou non, immédiatement ou à terme, la pleine propriété ou l'un de ses démembrements.

(B) Sous réserve des stipulations de l'Article 10.2 ci-dessous, les Actions sont librement négociables. En cas d'augmentation du capital, les Actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

(C) Les Actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

10.2 Transmission des actions de préférence de catégorie C

10.2.1 Principe

(A) La Transmission des actions de préférence de catégorie C, même entre actionnaires de la Société, est soumise à l'agrément préalable du commandité ou de l'unanimité des commandités selon la procédure stipulée à l'Article 10.2.2 ci-dessous.

(B) Par exception, la Transmission d'actions de préférence de catégorie C au profit du ou par le gérant et/ou l'une de ses filiales est libre.

10.2.2 Procédure d'agrément

(A) Tout projet de Transfert doit être notifié, par l'actionnaire souhaitant transférer tout ou partie de ses actions de préférence de catégorie C (l'« **Actionnaire Cédant** »), au gérant de la Société et aux commandités, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte extrajudiciaire (la « **Notification de Transfert** »).

(B) La Notification de Transfert n'est valable que (a) si elle est conforme aux dispositions du premier alinéa de l'article L. 228-24 du Commerce et si (b) le prix offert par les cessionnaires pour les Actions Concernées est conforme aux engagements statutaires et contractuels liant les porteurs d'actions de préférence de catégorie C.

(C) Elle doit en outre comporter les éléments suivants :

(a) la nature du Transfert envisagé ;

(b) le nombre d'actions de préférence de catégorie C dont le Transfert est envisagé (les « **Actions Concernées** ») ;

(c) les principales modalités du Transfert envisagé (en particulier le prix ou la valeur retenue des Actions Concernées si le Transfert n'est pas rémunéré en numéraire) ;

(d) l'identité précise des cessionnaires envisagés (le cas échéant, l'identité des personnes physiques contrôlant directement ou indirectement les cessionnaires personnes morales).

(D) Dans un délai d'un (1) mois à compter de la réception de la Notification de Transfert, les commandités doivent notifier à l'Actionnaire Cédant et au gérant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte extrajudiciaire, s'ils agréent ou non le projet de Transfert des Actions Concernées.

(E) La décision d'agrément du projet de Transfert des Actions Concernée est prise à par le commandité ou à l'unanimité des commandités.

(F) À défaut ou si la réponse n'a pas été notifiée à l'Actionnaire Cédant et au gérant dans le délai de un (1) mois mentionné l'Article 10.2.2(D) ci-dessus, l'agrément du projet de Transfert est réputé acquis.

(G) En cas d'agrément du projet de Transfert, l'Actionnaire Cédant est libre de transférer les Actions Concernées au cessionnaire initialement choisi :

(a) selon les modalités de la Notification de Transfert ;

(b) dans le délai d'un (1) mois suivant la date de réception de la notification de la décision d'agrément ou de la date à laquelle l'agrément est réputé acquis.

(H) À défaut, le Transfert des Actions Concernées ne peut pas avoir lieu et tout Transfert des Actions Concernées sera à nouveau soumis à la procédure d'agrément stipulée au présent Article 10.2.2.

(I) En cas de refus d'agrément du projet de Transfert, l'Actionnaire Cédant peut renoncer à son projet de Transfert. Une telle renonciation doit être notifiée aux commandités et au gérant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans un délai maximum d'un (1) mois à compter de la réception de la décision de refus d'agrément.

(J) Si l'Actionnaire Cédant ne renonce pas à son projet de Transfert, toutes les Actions Concernées doivent être acquises par toute personne désignée par le gérant, dans un délai maximum de trois (3) mois à compter de la réception de la décision de refus d'agrément, étant précisé que l'acquéreur pourra, afin de respecter ses propres obligations légales, réglementaires et/ou comptables, différer le paiement desdites Actions Concernées sur une période ne pouvant excéder douze (12) mois à compter de la réception de la décision de refus d'agrément, moyennant le versement d'un intérêt égal au taux légal.

(K) Le prix d'acquisition des Actions Concernées par le Gérant est égal au prix des Actions Concernées mentionné dans la Notification de Transfert.

(L) Tout différend concernant la fixation du prix de Transfert des Actions Concernées sera soumis à l'appréciation d'un expert conformément aux dispositions de l'article L. 228-24 du Code de commerce. Les frais et honoraires de l'expert seront supportés de manière égale par l'Associé Cédant et le gérant.

TITRE III

GERANCE

ARTICLE 11. GERANTS

(A) La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants personnes morales choisis parmi les associés commandités ou étrangers à la Société devant impérativement disposer :

(a) d'un agrément de l'Autorité des marché financier en qualité de gestionnaire au sens de la directive 2011/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011 dite « AIFM », et

(b) d'un comité d'investissement statutaire bénéficiant d'une compétence exclusive pour prendre les décisions relatives aux opérations d'investissement et de désinvestissement réalisées par la Société et qui ne relèverait pas de la simple gestion de la trésorerie, quelles que soient les modalités d'exercice de ces opérations.

En cas de pluralité de gérants, toute stipulation des présents statuts visant « le gérant » s'applique à chacun d'eux, qui peuvent agir ensemble ou séparément.

(B) Les fonctions de gérant sont à durée indéterminée.

Au cours de l'existence de la Société, tout nouveau gérant est désigné par décision du commandité ou de l'unanimité des commandités.

Les fonctions du gérant prennent fin par la dissolution, l'interdiction, l'ouverture d'une procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire, la révocation, ou la démission.

Le gérant est révocable à tout moment par décision du commandité ou de l'unanimité des commandités. Il peut également être révoqué pour cause légitime par une décision de justice.

Les fonctions de gérant cessent par sa démission, qui prend effet dans les trois mois de l'envoi d'une notification à chaque commandité et, en cas de pluralité de gérants, à chaque autre gérant par lettre recommandée avec accusé de réception.

(C) La Société n'est pas dissoute en cas de cessation des fonctions d'un gérant pour quelque cause que ce soit.

ARTICLE 12. POUVOIRS DE LA GERANCE

Le gérant est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi ou par les présents statuts aux commandités et au conseil de surveillance.

ARTICLE 13. REMUNERATION DE LA GERANCE

(A) Le gérant (ou l'ensemble des gérants en cas de pluralité de gérants) a droit à une rémunération statutaire fixée au présent Article 13 et, éventuellement, à une rémunération complémentaire dont le montant maximum est fixé par l'assemblée générale ordinaire, avec l'accord du commandité ou de l'unanimité des commandités.

(B) La rémunération statutaire annuelle brute hors taxe du gérant (ou de l'ensemble des gérants en cas de pluralité de gérants) est fixe, payée trimestriellement et d'avance. Elle est calculée en appliquant à la dernière valeur de l'actif net réévalué connue en début de trimestre les pourcentages suivants :

(a) 1,25% par an pour la tranche allant jusqu'à 300 millions d'euros,

(b) 1,00% par an pour la tranche de 300 à 500 millions d'euros, et

(c) 0,75% par an pour la tranche supérieure à 500 millions d'euros.

(C) Le gérant (ou chaque gérant en cas de pluralité de gérants) a droit, en outre, au remboursement de tous les frais et débours effectués dans l'intérêt de la Société.

TITRE IV

CONSEIL DE SURVEILLANCE

ARTICLE 14. COMPOSITION DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

(A) La Société est pourvue d'un conseil de surveillance composé de trois (3) membres au moins et de douze (12) membres au plus, n'ayant ni la qualité de commandité, ni celle de gérant, ni celle de représentant légal d'un commandité ou d'un gérant.

(B) Les membres du conseil de surveillance peuvent être des personnes physiques ou morales.

Les personnes morales doivent, lors de leur nomination, désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités que s'il était membre du conseil de surveillance en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

Si cette personne morale révoque le mandat de son représentant, elle est tenue de notifier cette révocation sans délai à la Société par lettre recommandée ainsi que l'identité de son nouveau représentant permanent. Il en est de même en cas de décès, démission ou empêchement prolongé du représentant permanent.

(C) Les membres du conseil de surveillance sont nommés ou révoqués par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires.

(D) La durée de leur mandat est de trois (3) années au plus ; il prend fin à l'issue de l'assemblée qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé et qui est tenue dans l'année au cours de laquelle expire leur mandat ; les membres du conseil de surveillance sont rééligibles.

En cas de vacance par suite de décès, de démission ou de toute autre cause, le conseil de surveillance peut coopter à titre provisoire un ou plusieurs membres en remplacement ; il est tenu de le faire dans les quinze jours qui suivent la vacance si le nombre de ses membres tombe en dessous de trois ; ces nominations sont ratifiées par la plus prochaine assemblée générale des actionnaires.

Le membre remplaçant ne demeure en fonction que pour la durée restant à courir jusqu'à l'expiration des fonctions de son prédécesseur. Si cette ou ces nominations provisoires ne sont pas ratifiées par l'assemblée générale, les délibérations du conseil de surveillance n'en demeurent pas moins valables.

(E) L'assemblée générale peut nommer auprès de la Société un ou plusieurs censeurs, choisis ou non parmi les actionnaires.

Le conseil de surveillance peut procéder à la nomination des censeurs, sous réserve de ratification par la prochaine assemblée générale.

Le conseil de surveillance peut allouer aux censeurs une rémunération dont il fixe le montant.

Les censeurs sont nommés pour une durée de trois (3) années, leurs fonctions prenant fin à l'issue de la réunion de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice écoulé, et tenue au cours de laquelle expire le mandat dudit censeur.

Les censeurs, chargés de veiller à la stricte application des statuts et à la sauvegarde l'intérêt social, sont convoqués aux séances du conseil de surveillance ; ils prennent part aux délibérations avec voix consultatives. Leur rémunération est incluse dans l'enveloppe de rémunération des membres du conseil de surveillance.

ARTICLE 15. REUNIONS DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

(A) Le conseil de surveillance nomme, parmi ses membres, un président, étant précisé que le président ne peut détenir directement ou indirectement une participation au capital d'un gérant. Il choisit en outre, chaque fois qu'il se réunit, un secrétaire, qui peut être pris parmi ses membres ou en dehors d'eux.

Les réunions du conseil de surveillance sont présidées par le président. En cas d'absence de celui-ci, le conseil de surveillance nomme un président de séance.

(B) Le conseil de surveillance se réunit au siège social ou en tout autre endroit spécifié dans la convocation, aussi souvent que les intérêts de la Société l'exigent et, en tout état de cause, au moins quatre (4) fois par an.

La convocation des membres du conseil de surveillance doit intervenir par lettre simple ou par tout moyen de communication électronique. Si tous les membres du conseil sont présents ou représentés, ou si tous les membres du conseil de surveillance donnent leur accord par tout moyen écrit, le conseil de surveillance peut se réunir sans délai sur convocation verbale.

Les réunions peuvent être convoquées par le président du conseil de surveillance, ainsi que par la moitié au moins de ses membres ou par chacun des gérants et commandités de la Société.

Le gérant doit être convoqué aux réunions du conseil de surveillance auxquelles il assiste à titre consultatif.

(C) La présence de la moitié au moins des membres est nécessaire pour la validité de ses délibérations.

Les délibérations sont prises à la majorité des membres présents ou représentés et pouvant prendre part par vote. Tout membre du conseil de surveillance peut se faire représenter par un autre membre du conseil de surveillance sur présentation d'un

pouvoir exprès, étant précisé qu'un membre du conseil de surveillance ne pourra représenter qu'un seul autre membre. En cas de partage des voix, la voix du président du conseil de surveillance sera prépondérante.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les membres du conseil qui participent à la réunion par des moyens de visioconférence, conférence téléphonique ou tous moyens de télécommunication permettant leur identification et garantissant leur participation effective dans les conditions et suivant les modalités prévues par la loi.

(D) Les délibérations du conseil de surveillance sont constatées par des procès-verbaux consignés dans un registre spécial et signées par le président de séance et par le secrétaire ou par la majorité des membres présents ou représentés.

ARTICLE 16. POUVOIRS DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

(A) Le conseil de surveillance exerce les fonctions prévues par la loi. Il assume le contrôle permanent de la gestion de la Société.

Conformément à la loi, le conseil de surveillance établit chaque année un rapport à l'occasion de l'assemblée générale ordinaire qui statue sur les comptes de la Société.

(B) Le conseil de surveillance peut instituer des comités dont il fixe la composition et les attributions et qui ont pour vocation de l'assister dans ses missions. Les comités, dans leur domaine de compétence, émettent des propositions, recommandations et avis selon le cas.

(C) Le conseil de surveillance, après en avoir informé par écrit le gérant, peut, s'il l'estime nécessaire, convoquer l'assemblée générale des actionnaires en se conformant aux dispositions légales relatives aux formalités de convocation.

ARTICLE 17. REMUNERATION DES MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Il peut être alloué au conseil de surveillance une rémunération annuelle, à titre de jetons de présence, dont le montant est déterminé par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires et demeure maintenu jusqu'à décision contraire de cette assemblée.

Le conseil répartit le montant de cette rémunération entre ses membres, dans les proportions qu'il juge convenable.

TITRE V

ASSOCIES COMMANDITES

ARTICLE 18. COMMANDITES

(A) L'associé commandité est NextStage Partners (809 340 961 RCS Paris).

La nomination d'un ou plusieurs nouveaux commandités est décidée par le commandité ou à l'unanimité des commandités.

(B) En cas de décès ou d'incapacité d'un commandité personne physique, la Société n'est pas dissoute. Il en est de même en cas de liquidation d'un commandité personne morale.

ARTICLE 19. CESSATION DES FONCTIONS DE L'ASSOCIE COMMANDITE

19.1 Incompatibilités

(A) En cas d'interdiction d'exercer une profession commerciale, de faillite personnelle, d'ouverture d'une procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire d'un associé commandité, ce dernier perd automatiquement et de plein droit sa qualité d'associé commandité. La Société n'est pas dissoute.

(B) Si la Société ne comporte plus d'associé commandité, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires doit être réunie dans les meilleurs délais, soit pour désigner un ou plusieurs associés commandités nouveaux, soit pour modifier la forme de la Société. Cette modification n'emporte pas création d'un être moral nouveau.

(C) L'associé commandité qui perd cette qualité a droit, pour solde de tout compte, au versement par la Société, *prorata temporis*, de son droit aux bénéfices jusqu'au jour de la perte de sa qualité.

19.2 Décès de l'associé commandité

(A) En cas de décès d'un associé commandité, la Société n'est pas dissoute. Si de ce fait, elle ne comporte plus d'associé commandité, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires doit être réunie dans les meilleurs délais, soit pour désigner un ou plusieurs associés commandités nouveaux, soit pour modifier la forme de la Société. Cette modification n'emporte pas création d'un être moral nouveau.

Il en est de même si la Société n'a qu'un seul associé commandité et si celui-ci vient à perdre cette qualité pour quelque cause que ce soit.

(B) Les ayants-droit, héritiers ou, le cas échéant, le conjoint survivant de l'associé commandité décédé ont droit, pour solde de tout compte, au versement par la Société, *prorata temporis*, du droit aux bénéfices de l'associé commandité concerné jusqu'au jour de la perte de sa qualité.

ARTICLE 20. POUVOIRS DES COMMANDITES

Le ou les associés commandités exercent toutes les prérogatives attachées par la loi et les statuts à leur qualité, y compris, le droit d'information prévu à l'article L. 221-8 du Code de commerce, ainsi que l'agrément des Transmissions d'actions de préférence de catégories C selon les modalités prévues à l'Article 10.2 ci-dessus.

TITRE VI

ASSEMBLEES GENERALES DES ACTIONNAIRES

ARTICLE 21. COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

(A) L'assemblée générale se compose de tous les propriétaires d'Actions, quel que soit le nombre de leurs Actions, sous réserve de la déchéance encourue pour défaut de libération, dans le délai prescrit, des versements exigibles sur leurs Actions. Toutefois, seules les actions ordinaires (à l'exception des actions de préférence de catégorie C) disposent du droit de vote.

(B) La représentation des actionnaires aux assemblées est assurée conformément aux lois et règlements en vigueur.

Le propriétaire d'Actions n'ayant pas son domicile en France peut se faire représenter par l'intermédiaire régulièrement inscrit comme détenteur de ces Actions pour le compte de celui-ci.

Tout actionnaire, sur justification de son identité, a le droit d'assister aux assemblées générales et de participer aux délibérations, et ce, quel que soit le nombre de ses Actions.

Cette participation est toutefois subordonnée à l'enregistrement comptable des titres, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité, dans les délais et conditions prévus par la réglementation en vigueur. Dans le cas des titres au porteur, l'enregistrement comptable des titres est constaté par une attestation de participation délivrée par l'intermédiaire habilité.

(C) Les actionnaires pourront, si la gérance le décide, participer aux assemblées et voter à distance par visioconférence ou par tout moyen de télécommunication permettant leur identification dans les conditions de la réglementation en vigueur.

ARTICLE 22. REUNION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

22.1 Convocation – Lieu de réunion – Ordre du jour

(A) Les assemblées générales d'actionnaires sont convoquées par le gérant, par le conseil de surveillance ou, en cas de carence, par le ou les commissaires aux comptes ou toute personne habilitée par la loi, selon les modalités fixées par la loi.

(B) Les réunions ont lieu, soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué dans l'avis de convocation.

(C) L'ordre du jour des assemblées générales est arrêté par l'auteur de la convocation. Toutefois, un ou plusieurs actionnaires ont la faculté de requérir, dans les conditions déterminées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, l'inscription à l'ordre du jour de projets de résolutions.

22.2 Bureau – Feuille de présence – Voix – Vote par correspondance – Procès-verbaux

(A) Les assemblées générales sont présidées par le gérant ou par l'un des gérants, s'ils sont plusieurs, sauf si l'assemblée est convoquée par le conseil de surveillance, auquel cas elle est présidée par le président de ce conseil, ou l'un de ses membres désigné à cet effet. En cas de convocation par une autre personne spécialement habilitée par la loi, l'assemblée est présidée par l'auteur de la convocation. Dans tous les cas, à défaut de la personne habilitée ou désignée pour présider l'assemblée, celle-ci élit son président

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux actionnaires présents et acceptant, qui disposent, tant par eux-mêmes que comme mandataires, du plus grand nombre de voix.

Le bureau ainsi composé désigne un secrétaire qui peut ne pas être actionnaire.

Il est tenu une feuille de présence établie dans les formes légales, dûment émargée par les actionnaires présents et les mandataires des actionnaires représentés, mentionnant les actionnaires votant par correspondance et certifiée exacte par le bureau de l'assemblée.

(B) Les votes peuvent être exprimés par voie électronique ou par tout moyen de télécommunication permettant l'identification des actionnaires, le tout dans les conditions de la réglementation en vigueur.

Les actionnaires peuvent également voter par correspondance, dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Le vote ou le pouvoir émis par un intermédiaire qui, soit ne s'est pas déclaré en tant qu'intermédiaire inscrit comme détenteur de titres pour le compte de tiers non domiciliés en France, soit n'a pas révélé l'identité des propriétaires des actions au titre desquels il est inscrit, conformément à la réglementation en vigueur, ne sera pas pris en compte.

(C) Les délibérations sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres du bureau.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, à produire en justice ou ailleurs, sont valablement certifiés par le président de l'assemblée générale, par le président du conseil de surveillance, par l'un des gérants ou par le secrétaire de l'assemblée générale.

ARTICLE 23. ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

(A) L'assemblée générale ordinaire annuelle examine le rapport de gestion préparé par la gérance ainsi que les rapports du conseil de surveillance et du ou des commissaires aux comptes, discute et approuve les comptes annuels et les propositions d'affectation du résultat, dans les conditions fixées par les présents statuts et par la loi. En outre, l'assemblée générale ordinaire annuelle et toute autre assemblée générale ordinaire peut nommer et démettre les membres du conseil de surveillance, nommer le ou les commissaires aux comptes et se prononcer sur toutes questions de sa compétence incluses dans l'ordre du jour de l'assemblée, à l'exception de toutes celles définies à l'Article 24 ci-dessous comme étant de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire.

(B) À l'exception des délibérations relatives à la nomination et/ou à la révocation des membres du conseil de surveillance, à la nomination et à la révocation des commissaires aux comptes, à la distribution des bénéfices de l'exercice et à l'approbation des conventions soumises à autorisation, aucune délibération ne peut être adoptée lors d'une assemblée générale, sans l'accord préalable du commandité ou de l'unanimité des commandités. Ledit accord doit être recueilli par la gérance, préalablement à la réunion de ladite assemblée générale ordinaire.

(C) L'assemblée générale ordinaire délibère selon les conditions de quorum et de majorité fixées par la loi.

ARTICLE 24. ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

(A) L'assemblée générale extraordinaire délibère valablement sur toutes modifications aux présents statuts et plus généralement sur toute délibération dont l'approbation par l'assemblée générale extraordinaire est requise par la loi en vigueur.

(B) Aucune délibération ne peut être adoptée, lors d'une assemblée générale extraordinaire, sans l'accord préalable du commandité ou de l'unanimité des commandités.

(C) L'assemblée générale extraordinaire délibère selon les conditions de quorum et de majorité fixées par la loi.

TITRE VII

COMPTES – AFFECTATION DU RESULTAT

ARTICLE 25. EXERCICE SOCIAL ET COMPTES ANNUELS

Chaque exercice social de la Société commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Par exception, la clôture du premier exercice social est fixée au 31 décembre 2015.

ARTICLE 26. COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un commissaire aux comptes titulaire et un commissaire aux comptes suppléant sont nommés par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires pour exercer la mission de contrôle et de vérification prévue par la loi et les règlements.

Lorsque les conditions légales sont réunies, la Société doit désigner au moins deux commissaires aux comptes titulaires et suppléants.

ARTICLE 27. AFFECTATION DU RESULTAT ET REPARTITION DES BENEFICES ET RESERVES

(A) L'assemblée générale approuve les comptes de l'exercice écoulé et constate l'existence de bénéfices distribuables.

(B) La Société verse aux associés commandités une somme égale à 1 % du dividende versé, le cas échéant, au titre de l'exercice fiscal qui précède. Cette somme est versée par la gérance dans un délai maximum de trois (3) mois à compter du versement du dividende aux actionnaires.

Les associés commandités se répartissent cette somme entre eux comme ils l'entendent.

Le solde du bénéfice distribuable revient aux actionnaires. Son affectation est décidée par l'assemblée générale ordinaire, sur proposition du conseil de surveillance.

(C) Sur proposition du conseil de surveillance, l'assemblée a la faculté d'accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende ou des acomptes sur dividendes, une option entre le paiement en numéraire ou en actions, dans les conditions fixées par la loi.

(D) Sur proposition du conseil de surveillance, l'assemblée générale peut décider le prélèvement sur le solde des bénéfices revenant aux actionnaires des sommes qu'elle juge convenable de reporter à nouveau au profit des actionnaires ou d'affecter à un ou plusieurs fonds de réserve extraordinaires, généraux ou spéciaux, non productifs d'intérêts, sur lesquels les associés commandités n'ont, en cette qualité, aucun droit.

(E) Sur proposition des associés commandités agissant à l'unanimité, ce ou ces fonds de réserve peuvent, sur décision de l'assemblée ordinaire, être distribués aux actionnaires ou affectés à l'amortissement total ou partiel des actions. Les actions intégralement amorties sont remplacées par des actions de jouissance ayant les mêmes droits que les actions anciennes à l'exception du droit au remboursement du capital.

Ce ou ces fonds de réserve peuvent également être incorporés au capital.

(F) Les dividendes sont mis en paiement aux époques et lieux désignés par la gérance dans un délai maximum de neuf mois à compter de la clôture de l'exercice, le cas échéant prolongé par décision de justice.

TITRE VIII

DISSOLUTION – CONTESTATIONS

ARTICLE 28. DISSOLUTION DE LA SOCIETE

À l'expiration de la Société ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.

Après remboursement des apports aux actionnaires, le boni de liquidation sera attribué par priorité aux commandités, à hauteur de 1%, et pour le solde aux porteurs d'actions ordinaires.

ARTICLE 29. CONTESTATIONS

Les parties attribuent compétence au Président du Tribunal de commerce du lieu du siège social, tant pour l'application des stipulations qui précèdent, que pour le règlement de toutes autres difficultés.

*

N E X T S T A G E

Société en commandite par actions au capital de 8.259.480 euros
Siège social : 19 avenue George V – 75008 Paris
810 875 039 R.C.S. Paris

S T A T U T S

Mis à jour le 7 décembre 2022

DocuSigned by:
69DCA922E467497...

Copie certifiée conforme par le Gérant

SOMMAIRE

TITRE I FORME DE LA SOCIETE – OBJET – DENOMINATION – SIEGE – DUREE 3
Article 1. Forme 3
Article 2. Dénomination sociale 3
Article 3. Objet 3
Article 4. Siège social 4
Article 5. Durée de la Société 4

TITRE II CAPITAL SOCIAL – ACTIONS 5
Article 6. Capital social 5
Article 7. Modification du capital social 5
Article 8. Forme des Actions 6
Article 9. Droits et obligations attachés aux Actions 6
Article 10. Transmission des Actions 13

TITRE III GERANCE 16
Article 11. Gérants 16
Article 12. Pouvoirs de la gérance 17
Article 13. Rémunération de la gérance 17

TITRE IV CONSEIL DE SURVEILLANCE 18
Article 14. Composition du conseil de surveillance 18
Article 15. Réunions du conseil de surveillance 19
Article 16. Pouvoirs du conseil de surveillance 20
Article 17. Rémunération des membres du conseil de surveillance 20

TITRE V ASSOCIES COMMANDITES 21
Article 18. Commandités 21
Article 19. Cessation des fonctions de l'associé commandité 21
Article 20. Pouvoirs des commandités 22

TITRE VI ASSEMBLEES GENERALES DES ACTIONNAIRES 23
Article 21. Composition de l'assemblée générale 23
Article 22. Réunion de l'assemblée générale 23
Article 23. Assemblée générale ordinaire 25
Article 24. Assemblée générale extraordinaire 25

TITRE VII COMPTES – AFFECTATION DU RESULTAT 26
Article 25. Exercice social et comptes annuels 26
Article 26. Commissaires aux comptes 26
Article 27. Affectation du résultat et répartition des bénéfices et réserves 26

TITRE VIII DISSOLUTION – CONTESTATIONS 28
Article 28. Dissolution de la Société 28
Article 29. Contestations 28

TITRE I

FORME DE LA SOCIETE – OBJET – DENOMINATION – SIEGE – DUREE

ARTICLE 1. FORME

La Société est constituée sous la forme de société en commandite par actions entre :

- l'associé commandité désigné par les présents statuts ou ceux qui pourraient l'être ultérieurement (les « **commandités** » ou les « **associés commandités** »), qui sont tenus indéfiniment et solidairement des dettes sociales ; et

- les associés commanditaires (les « **actionnaires** »), propriétaires des actions ci-après désignées et de celles qui pourraient être créées par la suite, qui ne répondent des dettes sociales qu'à concurrence de leurs apports.

La Société est régie par les présents statuts ainsi que par les lois, décrets et règlements applicables aux sociétés en commandite par actions.

ARTICLE 2. DENOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale de la Société est « NextStage ».

Dans tous les actes, factures, annonces, publications, lettres ou autres documents de la Société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots « Société en commandite par actions » et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 3. OBJET

La Société a pour objet en France et à l'étranger :

- la souscription, l'acquisition, la gestion et la cession par tous moyens de valeurs mobilières françaises ou étrangères, négociées ou non sur un marché réglementé ou organisé (SMNO), européen ou non, de tous autres droits sociaux et instruments financiers, de parts d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières, de titres donnant accès au capital, d'avances en compte courant et de liquidités ;

- l'acquisition, la gestion et la cession de tous biens meubles et immeubles nécessaires à son fonctionnement ;

et, plus généralement, toutes opérations entrant dans le champ d'application de l'article 1.1.1° de la loi n° 85-695 du 11 juillet 1985.

ARTICLE 4. SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé 19 avenue George V – 75008 Paris.

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe, par simple décision de la Gérance qui, dans ce cas, est habilitée à modifier les présents statuts et en tout autre lieu, en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire.

ARTICLE 5. DUREE DE LA SOCIETE

La durée de la Société est fixée à 99 années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation de cette durée.

TITRE II

CAPITAL SOCIAL – ACTIONS

ARTICLE 6. CAPITAL SOCIAL

(A) Le capital social est fixé à la somme de 8.259.480 euros.

(B) Il est divisé en 2.753.160 actions d'une valeur nominale de 3 euros chacune, toutes valablement souscrites et intégralement libérées, réparties ainsi qu'il suit :

(i) 2.073.622 actions ordinaires ; et

(ii) 679.538 actions de préférence de catégorie C.

(C) Dans les présents statuts, les actions ordinaires et les actions de préférence de catégorie C sont dénommées collectivement les « **Actions** ».

(D) Les avantages particuliers attachés aux actions de préférence de catégorie C ont fait l'objet d'un rapport d'un commissaire aux avantages particuliers.

ARTICLE 7. MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

(A) Le capital peut être augmenté et réduit dans les conditions prévues par la loi par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

La gérance a tous pouvoirs pour constater la modification des statuts résultant d'une augmentation ou d'une réduction de capital et procéder aux formalités consécutives.

(B) En cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves et attribution d'Actions gratuites aux actionnaires, chaque catégorie d'Actions donne droit à l'attribution d'Actions de la même catégorie.

(C) La libération des Actions intervient dans les conditions fixées par la loi.

Dans le cadre des décisions de l'assemblée générale, le gérant procède aux appels de fonds nécessaires à la libération des Actions.

Tout versement en retard sur le montant des Actions porte intérêt de plein droit en faveur de la Société au taux d'intérêt légal majoré de 3 points, sans qu'il soit besoin d'une demande en justice ou d'une mise en demeure.

ARTICLE 8. FORME DES ACTIONS

(A) Les actions ordinaires émises par la Société sont nominatives jusqu'à leur entière libération. Les actions ordinaires entièrement libérées sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Les actions de préférence de catégorie C sont obligatoirement nominatives.

(B) Les Actions donnent lieu à une inscription au nom de leur propriétaire, dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

La Société peut, à tout moment, conformément aux dispositions légales et réglementaires, demander communication au dépositaire central ou à tout organisme chargé de la compensation des titres ou intermédiaire habilité des renseignements lui permettant d'identifier les détenteurs de titres conférant, immédiatement ou à terme, le droit de vote aux assemblées, ainsi que la quantité de titres détenus par chacun d'eux et, le cas échéant, les restrictions dont les titres peuvent être frappés.

ARTICLE 9. DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

9.1 Droits et obligations attachés à toutes les Actions

(A) Les Actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis d'Actions sont tenus de se faire représenter auprès de la Société et aux assemblées générales par un seul d'entre eux ou par un mandataire unique ; en cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné en justice à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

(B) La propriété d'une Action emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions des associés.

(C) Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs Actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'Actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du regroupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente du nombre d'Actions nécessaires.

9.2 Droits de vote

(A) Sous réserve des stipulations de l'Article 9.2(B) ci-dessous, chaque action ordinaire donne droit à une voix au sein des assemblées générales d'actionnaires.

(B) Les actions ordinaires entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au nom du même actionnaire donnent droit à un droit de vote double selon les modalités prévues à l'article L. 225-123 du Code de commerce.

(C) Le droit de vote est exercé par le nu propriétaire pour toutes les décisions prises par toutes assemblées générales (ordinaires, extraordinaires ou spéciales), sauf pour les des décisions concernant l'affectation des résultats pour lesquelles le droit de vote est exercé par l'usufruitier.

(D) Les actions de préférence de catégorie C ne disposent pas du droit de vote aux assemblées générales d'actionnaires.

9.3 Droits financiers

(A) Les actions de préférence de catégorie C ne donnent pas droit au boni de liquidation.

(B) Les actions de préférence de catégorie C sont privées de tout droit aux dividendes au titre des cinq premières années suivant celle de leur émission. Elles disposent ensuite d'un droit limité de participation aux dividendes (de 1% du montant total des dividendes distribués pour l'ensemble des actions de préférence de catégorie C).

(C) Les actions de préférence de catégorie C donnent droit, selon les modalités stipulées à l'article 9.4.2, à un dividende préciputaire exceptionnel.

(D) Conformément à l'article L. 228-11 du Code de commerce, les actions de préférence de catégorie C sont privées de droit préférentiel de souscription pour toute augmentation de capital en numéraire par émission d'actions ordinaires ou de droits ou valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires. En revanche, les actions de préférence de catégorie C disposent d'un droit préférentiel de souscription pour toute augmentation de capital en numéraire par émission d'actions de préférence de même catégorie ou de droits ou valeurs mobilières donnant accès à des actions de préférence de même catégorie.

9.4 Droits et obligations attachés aux actions de préférence de catégorie C

9.4.1 Généralités

(A) Les actions de préférence de catégorie C sont des actions de préférence régies par les dispositions des articles L. 228-11 et suivants du Code de commerce ainsi que par les présents statuts.

(B) Les actions de préférence de catégorie C ont les caractéristiques et confèrent à leurs titulaires les droits particuliers prévus au présent Article 9.4.

(C) Concomitamment à toute émission d'actions ordinaires à libérer en numéraire décidée par l'assemblée générale des actionnaires ou par le gérant, agissant sur délégation de l'assemblée générale des actionnaires, il est procédé à l'émission d'actions de préférence de catégorie C. Le nombre d'actions de préférence de catégorie C ainsi émises représente au maximum 25 % du nombre total d'actions ordinaires et d'actions de préférence de catégorie C émises lors de chaque augmentation de capital.

(D) Toute résolution de l'assemblée générale autorisant ou décidant une augmentation de capital par émission d'actions ordinaires doit, à peine de nullité, prévoir dans les mêmes conditions une émission d'actions de préférence de catégorie C d'un montant, prime d'émission incluse, égal à 1% du montant total, prime d'émission incluse, des souscriptions reçues à l'occasion de l'émission des actions ordinaires et des actions de préférence de catégorie C.

Le gérant, décidant une augmentation de capital par émission d'actions ordinaires, sur délégation de l'assemblée générale, est également tenu de décider une émission d'actions de préférence de catégorie C selon les modalités précitées.

9.4.2 Conversion des actions de préférence de catégorie C

(A) Les actions de préférence de catégorie C seront susceptibles d'être converties en actions ordinaires au cours d'un exercice n+1 au titre d'un exercice n, et ce une seule fois au cours de cet exercice n+1, selon les modalités stipulées au présent Article 9.4.2.

(B) Les actions de préférence de catégorie C confèrent à leurs titulaires le droit à une part de la valeur créée, selon les conditions décrites ci-dessous, sous la forme d'une conversion des actions de préférence de catégorie C en actions ordinaires de la Société.

(C) Le nombre d'actions de préférence de catégorie C à convertir est constaté annuellement par le gérant sur la base de la situation à la date de clôture comptable.

(D) A chaque date de clôture comptable d'une année n, la valeur créée de l'année n (VC_n) est déterminée comme suit :

$$VC_n = ANR_n + Div_n - AKA_n + Rach_n - ANR_{n-1}$$

<u>3 cas sont à distinguer</u> :

(i) <u>1er cas</u> : $VC_n < ANRn\text{-}1 \times 8\%$

La valeur créée de l'année n est intégralement attribuée aux actions ordinaires :

$$\begin{cases} NbConv_n = 0 \\ ANR/AO_n = (ANR_n - NbAP_n * ANR/AP_n) / NbAO_n \end{cases}$$

(ii) <u>2ème cas</u> : $ANR_{n-1} \times 8\% < VC_n < ANR_{n-1} \times 10\%$

La valeur créée de l'année n au-delà de 8% de l'ANR_{n-1} qui reste inférieure à 10% de l'ANR_{n-1} est intégralement attribuée aux Actions de Préférence.

Le nombre d'actions de préférence de catégorie C converties et l'ANR/AO sont calculés ainsi qu'il suit pour répondre à la double contrainte :

$$\begin{cases} NbConv_n = (VC_n - 8\% \times ANR_{n-1}) / (ANR/AO_n) \\ ANR/AO_n = (ANR_n - (NbAP_n - NbConv_n) * ANR/AP_n) / (NbAO_n + NbConv_n) \end{cases}$$

(iii) 3ème cas (la valeur crée de l'année n est supérieure à 10% de l'ANR_{n-1}) : $ANR_{n-1} \times 10\% < VC_n$

20% de la valeur créée de l'année n est attribuée aux Actions de Préférence et 80% de la valeur créée de l'année n est attribuée aux actions ordinaires.

Le nombre d'actions de préférence de catégorie C converties et l'ANR/AO sont calculés ainsi qu'il suit pour répondre à la double contrainte :

$$\begin{cases} NbConv_n = (20\% * VC_n) / (ANR/AO_n) \\ ANR/AO_n = (ANR_n - (NbAP_n - NbConv_n) * ANR/AP_n) / (NbAO_n + NbConv_n) \end{cases}$$

(E) Pour les besoins du présent Article 9.4.2, les termes comportant une majuscule ou acronymes utilisés ont la signification suivante :

« **VC_n** » signifie la valeur créée de l'année n et est déterminée sur la base de la formule suivante : $ANR_n + Div_n - AKA_n + Rach_n - ANR_{n-1}$

Pour le calcul qui devra être réalisé en 2023 au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2022 :

- la VC_{2022} sera calculée sur la base de l'ANR_{2022} de la Société ;
- l'ANR_{2021} correspondra à l'ANR Initial (tel que défini ci-dessous) ; et
- le montant des augmentations de capital (AKA_{2022}) et, le cas échéant, rachats ($Rach_{2022}$) ou dividendes (Div_{2022}) comprendra l'intégralité des opérations de cette nature réalisées par la Société et par NextStage EverGreen en 2022.

« **AKA_n** » signifie le montant de toutes les augmentations de capital de la Société réalisées au cours de l'exercice n.

« **ANR_n** » signifie l'ANR Global à la date de clôture de l'exercice n (lequel, s'agissant de l'ANR_{2022}, sera retraité des frais supportés par NextStage EverGreen et afférents aux opérations d'offre publique initiée par cette dernière sur les actions ordinaires de la Société et de fusion-absorption de la Société par NextStage EverGreen).

« **ANR Global** » désigne l'actif net réévalué à une date donnée pour l'ensemble de la Société.

« **ANR_{n-1}** » signifie le maximum entre l'ANR Global à la date de clôture de l'exercice précédent (année n-1) et la HWM. Par exception, au 31 décembre 2022, le nombre d'actions de préférence de catégorie C à convertir sera calculé à partir de l'ANR Initial.

« **ANR Initial** » concerne la Société et est égal à EUR 209.575.785,04 (deux cent neuf millions cinq cent soixante-quinze mille sept cent quatre-vingt-cinq euros et quatre centimes), correspondant au nombre d'actions ordinaires de la Société émises au 31 décembre 2021 multiplié par 100,00 euros, augmenté du prix de souscription total de l'ensemble des actions de préférence de catégorie C de la Société émises au 31 décembre 2021.

« **ANR_n/AO_n** » signifie l'ANR par action ordinaire à la date de clôture de l'exercice n (après prise en compte d'une conversion éventuelle d'une partie des actions de préférence de catégorie C en actions ordinaires au titre de l'exercice n).

« **ANR_n/AP_n** » signifie l'ANR par action de préférence de catégorie C à la date de clôture de l'exercice n, correspondant au prix de souscription total de l'ensemble des actions de préférence de catégorie C non encore converties à la date de clôture de l'exercice n divisé par le nombre d'actions de préférence de catégorie C émises à cette date (après prise en compte d'une conversion éventuelle d'une partie des actions de préférence de catégorie C en actions ordinaires au titre de l'exercice n).

« **Div_n** » correspond au montant de l'ensemble des dividendes versés au cours de l'exercice n.

« **HWM_n** » $HWM_n = NbAO_{n-1} * VHWM_n$

« **$NbAO_n$** » signifie le nombre d'actions ordinaires émises par la Société à la date de clôture de l'exercice n (avant constatation de la conversion, le cas échéant, au cours de l'exercice n+1 d'actions de préférence de catégorie C au titre de l'exercice n).

« **$NbAP_n$** » signifie le nombre d'actions de préférence de catégorie C émises par la Société à la date de clôture de l'exercice n (avant constatation de la conversion, le cas échéant, au cours de l'exercice n+1 d'actions de préférence de catégorie C au titre de l'exercice n).

« **$NbConv_n$** » signifie le nombre d'actions de préférence de catégorie C à convertir au cours de l'exercice n+1 au titre de l'exercice n.

« **$Rach_n$** » correspond au montant versé par la Société aux Actionnaires au cours de l'exercice n au titre de l'ensemble des rachats d'actions par la Société réalisés au cours de l'exercice n.

« **$VHWM_n$** »

- Si la dernière conversion est basée sur la situation de clôture d'un des quatre (4) précédents exercices (n-1, n-2, n-3 ou n-4) : $VHWM_n$ = VHWM de référence.
- Si la dernière conversion est basée sur la situation de clôture de l'exercice n-5 : $VHWM_n$ = 0,9 * VHWM de référence.
- Si la dernière conversion est basée sur la situation de clôture de l'exercice n-6 ou d'un exercice antérieur : $VHWM_n$ = 0,8 * VHWM de référence.

« **VHWM de référence** » signifie la dernière valorisation ANR_n/AO utilisée comme référence pour convertir des actions de préférence de catégorie C ou, à défaut d'une conversion préalable d'actions de préférence de catégorie C, 100,00 euros.

9.4.3 Modalités de conversion des actions de préférence de catégorie C

(A) La parité de conversion est d'une action de préférence de catégorie C pour une action ordinaire nouvelle.

(B) Le nombre d'actions de préférence de catégorie C convertibles en actions ordinaires au titre d'un exercice n ($NbConv_n$) est déterminé conformément aux dispositions de l'Article 9.4.2.

(C) Le nombre d'actions de préférence de catégorie C convertibles en actions ordinaires au cours d'un exercice n+1 par chacun des porteurs d'actions de préférence de catégorie C au titre d'un exercice n est déterminé en multipliant le nombre d'actions de préférence de catégorie C détenues de façon ininterrompue depuis la date de clôture de l'exercice n-1 par le Taux de Conversion.

Le « **Taux de Conversion** » est égal au résultat de la division du nombre d'actions de préférence de catégorie C convertibles au titre d'un exercice n ($NbConv_n$) par le nombre total d'actions de préférence de catégorie C émises par la Société.

Au regard de ce Taux de Conversion, les porteurs d'actions de préférence de catégorie C pourront convertir un certain nombre de leurs d'actions de préférence de catégorie C en actions ordinaires.

(D) À l'effet de permettre aux porteurs d'actions de préférence de catégorie C de les convertir en actions ordinaires, la gérance notifiera par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quatre (4) mois suivant la clôture de chaque exercice, à chacun des porteurs d'actions de préférence de catégorie C les informations suivantes :

(i) le nombre total d'actions ordinaires résultant de la conversion d'actions de préférence de catégorie C ;

(ii) le Taux de Conversion.

Chacun des porteurs d'actions de préférence de catégorie C pourra convertir en actions ordinaires au cours d'un exercice n+1 au titre de l'exercice n, conformément aux dispositions des Articles 9.4.2 et 9.4.3(C), suivant le Taux de Conversion et à raison d'une seule fois par exercice n+1, une partie de ses actions de préférence de catégorie C conformément aux dispositions de l'Article 9.4.2(A), sous réserve d'en informer la Société par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard trente (30) jours après la date de réception de la notification de la gérance visée ci-dessus.

À compter de la conversion des actions de préférence de catégorie C en actions ordinaires, les actions ordinaires émises sur exercice de ce droit à conversion disposeront des mêmes droits que l'ensemble des actions ordinaires de la Société.

(E) Tous pouvoirs sont donnés au gérant afin de constater la conversion des actions de préférence de catégorie C en actions ordinaires et la nouvelle répartition du capital de la Société en résultant ainsi que de procéder aux modifications statutaires et aux formalités de publicité nécessaires.

9.4.4 Assemblées spéciales des porteurs d'actions de préférence de catégorie C

(A) Les assemblées spéciales réunissent les porteurs d'actions d'une même catégorie. L'assemblée spéciale des porteurs d'actions de préférence de catégorie C réunit les porteurs d'actions de préférence de catégorie C.

(B) Sous réserve des stipulations du présent Article 9.4.4, l'assemblée spéciale des porteurs d'actions de préférence de catégorie C est convoquée, délibère et statue selon les mêmes modalités que celles prévues par les présents statuts pour les assemblées générales extraordinaires des actionnaires.

L'assemblée spéciale des porteurs d'actions de préférence de catégorie C ne délibère valablement que si les porteurs d'actions de préférence de catégorie C présents, représentés ou votant par correspondance possèdent au moins sur première convocation un tiers et sur seconde convocation un cinquième des actions de préférence de catégorie C ayant le droit de vote en assemblée spéciale. Elle délibère conformément aux dispositions de l'article L. 225-99 du Code de commerce.

(C) Les droits attachés aux actions de préférence de catégorie C, tels qu'ils résultent des présents statuts, ne pourront être modifiés qu'après approbation de l'assemblée spéciale des titulaires d'actions de préférence de catégorie C.

Conformément aux dispositions de l'article L. 228-17 du Code de commerce, sera soumis à l'approbation de toute assemblée spéciale concernée, tout projet de fusion ou scission de la Société dans le cadre duquel les actions de préférence de catégorie C ne pourraient pas être échangées contre des actions comportant des droits particuliers équivalents.

(D) Les opérations de division ou de regroupement d'actions, d'amortissement ou de modification du capital social, notamment les augmentations de capital, que ces dernières soient avec ou sans droit préférentiel de souscription, ou les réductions de capital, y compris non motivées par les pertes, ne sont pas soumises à l'approbation de l'assemblée spéciale des titulaires d'actions de préférence de catégorie C.

ARTICLE 10. TRANSMISSION DES ACTIONS

10.1 Principe

(A) Dans le cadre du présent Article 10, les termes « **Transmission** » et « **Transfert** » désignent toute opération ayant pour objet ou pour effet de transférer directement ou indirectement, à titre onéreux ou gratuit, volontaire ou non, immédiatement ou à terme, la pleine propriété ou l'un de ses démembrements.

(B) Sous réserve des stipulations de l'Article 10.2 ci-dessous, les Actions sont librement négociables. En cas d'augmentation du capital, les Actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

(C) Les Actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

10.2 Transmission des actions de préférence de catégorie C

10.2.1 Principe

(A) La Transmission des actions de préférence de catégorie C, même entre actionnaires de la Société, est soumise à l'agrément préalable du commandité ou de l'unanimité des commandités selon la procédure stipulée à l'Article 10.2.2 ci-dessous.

(B) Par exception, la Transmission d'actions de préférence de catégorie C au profit du ou par le gérant et/ou l'une de ses filiales est libre.

10.2.2 Procédure d'agrément

(A) Tout projet de Transfert doit être notifié, par l'actionnaire souhaitant transférer tout ou partie de ses actions de préférence de catégorie C (l'« **Actionnaire Cédant** »), au gérant de la Société et aux commandités, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte extrajudiciaire (la « **Notification de Transfert** »).

(B) La Notification de Transfert n'est valable que (a) si elle est conforme aux dispositions du premier alinéa de l'article L. 228-24 du Commerce et si (b) le prix offert par les cessionnaires pour les Actions Concernées est conforme aux engagements statutaires et contractuels liant les porteurs d'actions de préférence de catégorie C.

(C) Elle doit en outre comporter les éléments suivants :

(a) la nature du Transfert envisagé ;

(b) le nombre d'actions de préférence de catégorie C dont le Transfert est envisagé (les « **Actions Concernées** ») ;

(c) les principales modalités du Transfert envisagé (en particulier le prix ou la valeur retenue des Actions Concernées si le Transfert n'est pas rémunéré en numéraire) ;

(d) l'identité précise des cessionnaires envisagés (le cas échéant, l'identité des personnes physiques contrôlant directement ou indirectement les cessionnaires personnes morales).

(D) Dans un délai d'un (1) mois à compter de la réception de la Notification de Transfert, les commandités doivent notifier à l'Actionnaire Cédant et au gérant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte extrajudiciaire, s'ils agréent ou non le projet de Transfert des Actions Concernées.

(E) La décision d'agrément du projet de Transfert des Actions Concernée est prise à par le commandité ou à l'unanimité des commandités.

(F) À défaut ou si la réponse n'a pas été notifiée à l'Actionnaire Cédant et au gérant dans le délai de un (1) mois mentionné l'Article 10.2.2(C) ci-dessus, l'agrément du projet de Transfert est réputé acquis.

(G) En cas d'agrément du projet de Transfert, l'Actionnaire Cédant est libre de transférer les Actions Concernées au cessionnaire initialement choisi :

(a) selon les modalités de la Notification de Transfert ;

(b) dans le délai d'un (1) mois suivant la date de réception de la notification de la décision d'agrément ou de la date à laquelle l'agrément est réputé acquis.

(H) À défaut, le Transfert des Actions Concernées ne peut pas avoir lieu et tout Transfert des Actions Concernées sera à nouveau soumis à la procédure d'agrément stipulée au présent Article 10.2.2.

(I) En cas de refus d'agrément du projet de Transfert, l'Actionnaire Cédant peut renoncer à son projet de Transfert. Une telle renonciation doit être notifiée aux commandités et au gérant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans un délai maximum d'un (1) mois à compter de la réception de la décision de refus d'agrément.

(J) Si l'Actionnaire Cédant ne renonce pas à son projet de Transfert, toutes les Actions Concernées doivent être acquises par toute personne désignée par le gérant, dans un délai maximum de trois (3) mois à compter de la réception de la décision de refus d'agrément, étant précisé que l'acquéreur pourra, afin de respecter ses propres obligations légales, réglementaires et/ou comptables, différer le paiement desdites Actions Concernées sur une période ne pouvant excéder douze (12) mois à compter de la réception de la décision de refus d'agrément, moyennant le versement d'un intérêt égal au taux légal.

(K) Le prix d'acquisition des Actions Concernées par le Gérant est égal au prix des Actions Concernées mentionné dans la Notification de Transfert.

(L) Tout différend concernant la fixation du prix de Transfert des Actions Concernées sera soumis à l'appréciation d'un expert conformément aux dispositions de l'article L. 228-24 du Code de commerce. Les frais et honoraires de l'expert seront supportés de manière égale par l'Associé Cédant et le gérant.

TITRE III

GERANCE

ARTICLE 11. GERANTS

(A) La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants personnes morales choisis parmi les associés commandités ou étrangers à la Société devant impérativement disposer :

(a) d'un agrément de l'Autorité des marché financier en qualité de gestionnaire au sens de la directive 2011/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011 dite « AIFM », et

(b) d'un comité d'investissement statutaire bénéficiant d'une compétence exclusive pour prendre les décisions relatives aux opérations d'investissement et de désinvestissement réalisées par la Société et qui ne relèverait pas de la simple gestion de la trésorerie, quelles que soient les modalités d'exercice de ces opérations.

En cas de pluralité de gérants, toute stipulation des présents statuts visant « le gérant » s'applique à chacun d'eux, qui peuvent agir ensemble ou séparément.

(B) Les fonctions de gérant sont à durée indéterminée.

Au cours de l'existence de la Société, tout nouveau gérant est désigné par décision du commandité ou de l'unanimité des commandités.

Les fonctions du gérant prennent fin par la dissolution, l'interdiction, l'ouverture d'une procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire, la révocation, ou la démission.

Le gérant est révocable à tout moment par décision du commandité ou de l'unanimité des commandités. Il peut également être révoqué pour cause légitime par une décision de justice.

Les fonctions de gérant cessent par sa démission, qui prend effet dans les trois mois de l'envoi d'une notification à chaque commandité et, en cas de pluralité de gérants, à chaque autre gérant par lettre recommandée avec accusé de réception.

(C) La Société n'est pas dissoute en cas de cessation des fonctions d'un gérant pour quelque cause que ce soit.

ARTICLE 12. POUVOIRS DE LA GERANCE

Le gérant est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi ou par les présents statuts aux commandités et au conseil de surveillance.

ARTICLE 13. REMUNERATION DE LA GERANCE

(A) Le gérant (ou l'ensemble des gérants en cas de pluralité de gérants) a droit à une rémunération statutaire fixée au présent Article 13 et, éventuellement, à une rémunération complémentaire dont le montant maximum est fixé par l'assemblée générale ordinaire, avec l'accord du commandité ou de l'unanimité des commandités.

(B) La rémunération statutaire annuelle brute hors taxe du gérant (ou de l'ensemble des gérants en cas de pluralité de gérants) est fixe, payée trimestriellement et d'avance. Elle est calculée en appliquant à la dernière valeur de l'actif net réévalué connue en début de trimestre les pourcentages suivants :

(a) 1,25% par an pour la tranche allant jusqu'à 300 millions d'euros,

(b) 1,00% par an pour la tranche de 300 à 500 millions d'euros, et

(c) 0,75% par an pour la tranche supérieure à 500 millions d'euros.

(C) Le gérant (ou chaque gérant en cas de pluralité de gérants) a droit, en outre, au remboursement de tous les frais et débours effectués dans l'intérêt de la Société.

TITRE IV

CONSEIL DE SURVEILLANCE

ARTICLE 14. COMPOSITION DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

(A) La Société est pourvue d'un conseil de surveillance composé de trois (3) membres au moins et de douze (12) membres au plus, n'ayant ni la qualité de commandité, ni celle de gérant, ni celle de représentant légal d'un commandité ou d'un gérant.

(B) Les membres du conseil de surveillance peuvent être des personnes physiques ou morales.

Les personnes morales doivent, lors de leur nomination, désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités que s'il était membre du conseil de surveillance en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

Si cette personne morale révoque le mandat de son représentant, elle est tenue de notifier cette révocation sans délai à la Société par lettre recommandée ainsi que l'identité de son nouveau représentant permanent. Il en est de même en cas de décès, démission ou empêchement prolongé du représentant permanent.

(C) Les membres du conseil de surveillance sont nommés ou révoqués par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires.

(D) La durée de leur mandat est de trois (3) années au plus ; il prend fin à l'issue de l'assemblée qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé et qui est tenue dans l'année au cours de laquelle expire leur mandat ; les membres du conseil de surveillance sont rééligibles.

En cas de vacance par suite de décès, de démission ou de toute autre cause, le conseil de surveillance peut coopter à titre provisoire un ou plusieurs membres en remplacement ; il est tenu de le faire dans les quinze jours qui suivent la vacance si le nombre de ses membres tombe en dessous de trois ; ces nominations sont ratifiées par la plus prochaine assemblée générale des actionnaires.

Le membre remplaçant ne demeure en fonction que pour la durée restant à courir jusqu'à l'expiration des fonctions de son prédécesseur. Si cette ou ces nominations provisoires ne sont pas ratifiées par l'assemblée générale, les délibérations du conseil de surveillance n'en demeurent pas moins valables.

(E) L'assemblée générale peut nommer auprès de la Société un ou plusieurs censeurs, choisis ou non parmi les actionnaires.

Le conseil de surveillance peut procéder à la nomination des censeurs, sous réserve de ratification par la prochaine assemblée générale.

Le conseil de surveillance peut allouer aux censeurs une rémunération dont il fixe le montant.

Les censeurs sont nommés pour une durée de trois (3) années, leurs fonctions prenant fin à l'issue de la réunion de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice écoulé, et tenue au cours de laquelle expire le mandat dudit censeur.

Les censeurs, chargés de veiller à la stricte application des statuts et à la sauvegarde l'intérêt social, sont convoqués aux séances du conseil de surveillance ; ils prennent part aux délibérations avec voix consultatives. Leur rémunération est incluse dans l'enveloppe de rémunération des membres du conseil de surveillance.

ARTICLE 15. REUNIONS DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

(A) Le conseil de surveillance nomme, parmi ses membres, un président, étant précisé que le président ne peut détenir directement ou indirectement une participation au capital d'un gérant. Il choisit en outre, chaque fois qu'il se réunit, un secrétaire, qui peut être pris parmi ses membres ou en dehors d'eux.

Les réunions du conseil de surveillance sont présidées par le président. En cas d'absence de celui-ci, le conseil de surveillance nomme un président de séance.

(B) Le conseil de surveillance se réunit au siège social ou en tout autre endroit spécifié dans la convocation, aussi souvent que les intérêts de la Société l'exigent et, en tout état de cause, au moins quatre (4) fois par an.

La convocation des membres du conseil de surveillance doit intervenir par lettre simple ou par tout moyen de communication électronique. Si tous les membres du conseil sont présents ou représentés, ou si tous les membres du conseil de surveillance donnent leur accord par tout moyen écrit, le conseil de surveillance peut se réunir sans délai sur convocation verbale.

Les réunions peuvent être convoquées par le président du conseil de surveillance, ainsi que par la moitié au moins de ses membres ou par chacun des gérants et commandités de la Société.

Le gérant doit être convoqué aux réunions du conseil de surveillance auxquelles il assiste à titre consultatif.

(C) La présence de la moitié au moins des membres est nécessaire pour la validité de ses délibérations.

Les délibérations sont prises à la majorité des membres présents ou représentés et pouvant prendre part par vote. Tout membre du conseil de surveillance peut se faire représenter par un autre membre du conseil de surveillance sur présentation d'un pouvoir exprès, étant précisé qu'un membre du conseil de surveillance ne pourra

représenter qu'un seul autre membre. En cas de partage des voix, la voix du président du conseil de surveillance sera prépondérante.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les membres du conseil qui participent à la réunion par des moyens de visioconférence, conférence téléphonique ou tous moyens de télécommunication permettant leur identification et garantissant leur participation effective dans les conditions et suivant les modalités prévues par la loi.

(D) Les délibérations du conseil de surveillance sont constatées par des procès-verbaux consignés dans un registre spécial et signées par le président de séance et par le secrétaire ou par la majorité des membres présents ou représentés.

ARTICLE 16. POUVOIRS DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

(A) Le conseil de surveillance exerce les fonctions prévues par la loi. Il assume le contrôle permanent de la gestion de la Société.

Conformément à la loi, le conseil de surveillance établit chaque année un rapport à l'occasion de l'assemblée générale ordinaire qui statue sur les comptes de la Société.

(B) Le conseil de surveillance peut instituer des comités dont il fixe la composition et les attributions et qui ont pour vocation de l'assister dans ses missions. Les comités, dans leur domaine de compétence, émettent des propositions, recommandations et avis selon le cas.

(C) Le conseil de surveillance, après en avoir informé par écrit le gérant, peut, s'il l'estime nécessaire, convoquer l'assemblée générale des actionnaires en se conformant aux dispositions légales relatives aux formalités de convocation.

ARTICLE 17. REMUNERATION DES MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Il peut être alloué au conseil de surveillance une rémunération annuelle, à titre de jetons de présence, dont le montant est déterminé par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires et demeure maintenu jusqu'à décision contraire de cette assemblée.

Le conseil répartit le montant de cette rémunération entre ses membres, dans les proportions qu'il juge convenable.

TITRE V

ASSOCIES COMMANDITES

ARTICLE 18. COMMANDITES

(A) L'associé commandité est NextStage Partners (809 340 961 RCS Paris).

La nomination d'un ou plusieurs nouveaux commandités est décidée par le commandité ou à l'unanimité des commandités.

(B) En cas de décès ou d'incapacité d'un commandité personne physique, la Société n'est pas dissoute. Il en est de même en cas de liquidation d'un commandité personne morale.

ARTICLE 19. CESSATION DES FONCTIONS DE L'ASSOCIE COMMANDITE

19.1 Incompatibilités

(A) En cas d'interdiction d'exercer une profession commerciale, de faillite personnelle, d'ouverture d'une procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire d'un associé commandité, ce dernier perd automatiquement et de plein droit sa qualité d'associé commandité. La Société n'est pas dissoute.

(B) Si la Société ne comporte plus d'associé commandité, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires doit être réunie dans les meilleurs délais, soit pour désigner un ou plusieurs associés commandités nouveaux, soit pour modifier la forme de la Société. Cette modification n'emporte pas création d'un être moral nouveau.

(C) L'associé commandité qui perd cette qualité a droit, pour solde de tout compte, au versement par la Société, *prorata temporis*, de son droit aux bénéfices jusqu'au jour de la perte de sa qualité.

19.2 Décès de l'associé commandité

(A) En cas de décès d'un associé commandité, la Société n'est pas dissoute. Si de ce fait, elle ne comporte plus d'associé commandité, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires doit être réunie dans les meilleurs délais, soit pour désigner un ou plusieurs associés commandités nouveaux, soit pour modifier la forme de la Société. Cette modification n'emporte pas création d'un être moral nouveau.

Il en est de même si la Société n'a qu'un seul associé commandité et si celui-ci vient à perdre cette qualité pour quelque cause que ce soit.

(B) Les ayants-droit, héritiers ou, le cas échéant, le conjoint survivant de l'associé commandité décédé ont droit, pour solde de tout compte, au versement par la Société,

prorata temporis, du droit aux bénéfices de l'associé commandité concerné jusqu'au jour de la perte de sa qualité.

ARTICLE 20. POUVOIRS DES COMMANDITES

Le ou les associés commandités exercent toutes les prérogatives attachées par la loi et les statuts à leur qualité, y compris, le droit d'information prévu à l'article L. 221-8 du Code de commerce, ainsi que l'agrément des Transmissions d'actions de préférence de catégories C selon les modalités prévues à l'Article 10.2 ci-dessus.

TITRE VI

ASSEMBLEES GENERALES DES ACTIONNAIRES

ARTICLE 21. COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

(A) L'assemblée générale se compose de tous les propriétaires d'Actions, quel que soit le nombre de leurs Actions, sous réserve de la déchéance encourue pour défaut de libération, dans le délai prescrit, des versements exigibles sur leurs Actions. Toutefois, seules les actions ordinaires (à l'exception des actions de préférence de catégorie C) disposent du droit de vote.

(B) La représentation des actionnaires aux assemblées est assurée conformément aux lois et règlements en vigueur.

Le propriétaire d'Actions n'ayant pas son domicile en France peut se faire représenter par l'intermédiaire régulièrement inscrit comme détenteur de ces Actions pour le compte de celui-ci.

Tout actionnaire, sur justification de son identité, a le droit d'assister aux assemblées générales et de participer aux délibérations, et ce, quel que soit le nombre de ses Actions.

Cette participation est toutefois subordonnée à l'enregistrement comptable des titres, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité, dans les délais et conditions prévus par la réglementation en vigueur. Dans le cas des titres au porteur, l'enregistrement comptable des titres est constaté par une attestation de participation délivrée par l'intermédiaire habilité.

(C) Les actionnaires pourront, si la gérance le décide, participer aux assemblées et voter à distance par visioconférence ou par tout moyen de télécommunication permettant leur identification dans les conditions de la réglementation en vigueur.

ARTICLE 22. REUNION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

22.1 Convocation – Lieu de réunion – Ordre du jour

(A) Les assemblées générales d'actionnaires sont convoquées par le gérant, par le conseil de surveillance ou, en cas de carence, par le ou les commissaires aux comptes ou toute personne habilitée par la loi, selon les modalités fixées par la loi.

(B) Les réunions ont lieu, soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué dans l'avis de convocation.

(C) L'ordre du jour des assemblées générales est arrêté par l'auteur de la convocation. Toutefois, un ou plusieurs actionnaires ont la faculté de requérir, dans les conditions déterminées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, l'inscription à l'ordre du jour de projets de résolutions.

22.2 Bureau – Feuille de présence – Voix – Vote par correspondance – Procès-verbaux

(A) Les assemblées générales sont présidées par le gérant ou par l'un des gérants, s'ils sont plusieurs, sauf si l'assemblée est convoquée par le conseil de surveillance, auquel cas elle est présidée par le président de ce conseil, ou l'un de ses membres désigné à cet effet. En cas de convocation par une autre personne spécialement habilitée par la loi, l'assemblée est présidée par l'auteur de la convocation. Dans tous les cas, à défaut de la personne habilitée ou désignée pour présider l'assemblée, celle-ci élit son président

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux actionnaires présents et acceptant, qui disposent, tant par eux-mêmes que comme mandataires, du plus grand nombre de voix.

Le bureau ainsi composé désigne un secrétaire qui peut ne pas être actionnaire.

Il est tenu une feuille de présence établie dans les formes légales, dûment émargée par les actionnaires présents et les mandataires des actionnaires représentés, mentionnant les actionnaires votant par correspondance et certifiée exacte par le bureau de l'assemblée.

(B) Les votes peuvent être exprimés par voie électronique ou par tout moyen de télécommunication permettant l'identification des actionnaires, le tout dans les conditions de la réglementation en vigueur.

Les actionnaires peuvent également voter par correspondance, dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Le vote ou le pouvoir émis par un intermédiaire qui, soit ne s'est pas déclaré en tant qu'intermédiaire inscrit comme détenteur de titres pour le compte de tiers non domiciliés en France, soit n'a pas révélé l'identité des propriétaires des actions au titre desquels il est inscrit, conformément à la réglementation en vigueur, ne sera pas pris en compte.

(C) Les délibérations sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres du bureau.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, à produire en justice ou ailleurs, sont valablement certifiés par le président de l'assemblée générale, par le président du conseil de surveillance, par l'un des gérants ou par le secrétaire de l'assemblée générale.

ARTICLE 23. ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

(A) L'assemblée générale ordinaire annuelle examine le rapport de gestion préparé par la gérance ainsi que les rapports du conseil de surveillance et du ou des commissaires aux comptes, discute et approuve les comptes annuels et les propositions d'affectation du résultat, dans les conditions fixées par les présents statuts et par la loi. En outre, l'assemblée générale ordinaire annuelle et toute autre assemblée générale ordinaire peut nommer et démettre les membres du conseil de surveillance, nommer le ou les commissaires aux comptes et se prononcer sur toutes questions de sa compétence incluses dans l'ordre du jour de l'assemblée, à l'exception de toutes celles définies à l'Article 24 ci-dessous comme étant de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire.

(B) À l'exception des délibérations relatives à la nomination et/ou à la révocation des membres du conseil de surveillance, à la nomination et à la révocation des commissaires aux comptes, à la distribution des bénéfices de l'exercice et à l'approbation des conventions soumises à autorisation, aucune délibération ne peut être adoptée lors d'une assemblée générale, sans l'accord préalable du commandité ou de l'unanimité des commandités. Ledit accord doit être recueilli par la gérance, préalablement à la réunion de ladite assemblée générale ordinaire.

(C) L'assemblée générale ordinaire délibère selon les conditions de quorum et de majorité fixées par la loi.

ARTICLE 24. ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

(A) L'assemblée générale extraordinaire délibère valablement sur toutes modifications aux présents statuts et plus généralement sur toute délibération dont l'approbation par l'assemblée générale extraordinaire est requise par la loi en vigueur.

(B) Aucune délibération ne peut être adoptée, lors d'une assemblée générale extraordinaire, sans l'accord préalable du commandité ou de l'unanimité des commandités.

(C) L'assemblée générale extraordinaire délibère selon les conditions de quorum et de majorité fixées par la loi.

TITRE VII

COMPTES – AFFECTATION DU RESULTAT

ARTICLE 25. EXERCICE SOCIAL ET COMPTES ANNUELS

Chaque exercice social de la Société commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Par exception, la clôture du premier exercice social est fixée au 31 décembre 2015.

ARTICLE 26. COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un commissaire aux comptes titulaire et un commissaire aux comptes suppléant sont nommés par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires pour exercer la mission de contrôle et de vérification prévue par la loi et les règlements.

Lorsque les conditions légales sont réunies, la Société doit désigner au moins deux commissaires aux comptes titulaires et suppléants.

ARTICLE 27. AFFECTATION DU RESULTAT ET REPARTITION DES BENEFICES ET RESERVES

(A) L'assemblée générale approuve les comptes de l'exercice écoulé et constate l'existence de bénéfices distribuables.

(B) La Société verse aux associés commandités une somme égale à 1 % du dividende versé, le cas échéant, au titre de l'exercice fiscal qui précède. Cette somme est versée par la gérance dans un délai maximum de trois (3) mois à compter du versement du dividende aux actionnaires.

Les associés commandités se répartissent cette somme entre eux comme ils l'entendent.

Le solde du bénéfice distribuable revient aux actionnaires. Son affectation est décidée par l'assemblée générale ordinaire, sur proposition du conseil de surveillance.

(C) Sur proposition du conseil de surveillance, l'assemblée a la faculté d'accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende ou des acomptes sur dividendes, une option entre le paiement en numéraire ou en actions, dans les conditions fixées par la loi.

(D) Sur proposition du conseil de surveillance, l'assemblée générale peut décider le prélèvement sur le solde des bénéfices revenant aux actionnaires des sommes qu'elle juge convenable de reporter à nouveau au profit des actionnaires ou d'affecter à un ou plusieurs fonds de réserve extraordinaires, généraux ou spéciaux, non productifs d'intérêts, sur lesquels les associés commandités n'ont, en cette qualité, aucun droit.

(E) Sur proposition des associés commandités agissant à l'unanimité, ce ou ces fonds de réserve peuvent, sur décision de l'assemblée ordinaire, être distribués aux actionnaires ou affectés à l'amortissement total ou partiel des actions. Les actions intégralement amorties sont remplacées par des actions de jouissance ayant les mêmes droits que les actions anciennes à l'exception du droit au remboursement du capital.

Ce ou ces fonds de réserve peuvent également être incorporés au capital.

(F) Les dividendes sont mis en paiement aux époques et lieux désignés par la gérance dans un délai maximum de neuf mois à compter de la clôture de l'exercice, le cas échéant prolongé par décision de justice.

TITRE VIII

DISSOLUTION – CONTESTATIONS

ARTICLE 28. DISSOLUTION DE LA SOCIETE

À l'expiration de la Société ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.

Après remboursement des apports aux actionnaires, le boni de liquidation sera attribué par priorité aux commandités, à hauteur de 1%, et pour le solde aux porteurs d'actions ordinaires.

ARTICLE 29. CONTESTATIONS

Les parties attribuent compétence au Président du Tribunal de commerce du lieu du siège social, tant pour l'application des stipulations qui précèdent, que pour le règlement de toutes autres difficultés.

*